Dès le 5 novembre, construisons une grève de masse contre Macron et les capitalistes !

La société française traverse aujourd'hui une crise sociale, politique et économique d'une gravité inédite. Ce à quoi nous assistons n'est pas un simple accès de colère passager, mais une véritable révolte de la jeunesse dont les racines sont profondes, progressivement rejointes par une fraction significative du monde du travail. La journée du samedi 17 octobre a marqué un point de bascule : malgré la timidité et le retard des directions syndicales nationales, des travailleurs — majoritairement non-organisés — ont rejoint le mouvement, donnant à cette mobilisation une dimension de classe indéniable, même si elle n'a pas eu d'expression politique claire.

Cette explosion sociale est le produit direct de dix années de présidence d'Emmanuel Macron, représentant brutal et sans concession de la très haute bourgeoisie française, notamment des patrons du CAC40. Une décennie marquée par un saccage méthodique des services publics, une paupérisation des quartiers populaires, l'extension de la précarité pour de larges couches de la classe ouvrière, une répression violente des mouvements sociaux et une politique raciste alimentant les violences policières subies par les jeunes issus de l'immigration. Tandis que le quotidien des familles se dégrade sous le poids du chômage et de la vie chère, l'accumulation des richesses au sommet n'a jamais été aussi indécente.

La révolte d'une jeunesse étranglée

Face à cette offensive continue, le mouvement ouvrier a longtemps souffert de ses faiblesses. Depuis les mobilisations contre la casse des retraites en 2023, les attaques contre les conquêtes sociales s'étaient succédé sans rencontrer de résistance à la hauteur des enjeux. Les directions confédérales des syndicats ayant organisé 3 années quasi-blanches en termes de grève interprofessionnelle.

Mais aujourd'hui dans la jeunesse, un franchissement de seuil s'est opéré. L'accumulation des traumatismes — les conséquences sociales du Covid, la sélection sociale opérée par Parcoursup, la précarité des conditions d'études, la hausse des prix et la révolte face au génocide en Palestine ou encore le racisme et la répression trop souvent meurtrière de la police dans les cités populaires — a fini par catalyser une rage contenue.

Comme c'est souvent le cas à l'échelle internationale — du Chili à l'Allemagne, en passant par la Belgique, le Brésil, Madagascar, le Népal ou la Serbie —, la révolte a pris naissance au sein de la jeunesse. Parti du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise, le mouvement lycéen s'est immédiatement heurté à une répression féroce. Pour la classe dirigeante et le gouvernement, accorder ne serait-ce que 20 milliards d'euros pour refinancer l'Éducation nationale est inenvisageable : dans un contexte économique mondial dégradé, les capitalistes entendent préserver leurs dividendes et leurs profits sans en céder une seule miette.

L'usage massif de la force policière, la multiplication des garde-à-vue (dépassant le chiffre effrayant de 10 000 depuis le début des mobilisations fin septembre !), les mutilations subies, ainsi que les couvre-feux ou menaces d'état d'urgence ne témoignent pas de la force du pouvoir, mais de son extrême fébrilité. La bourgeoisie française manque de relais politiques et, incapable d'incarner un projet politique qui bénéficie d'un quelconque soutien dans la population, se prépare en grande partie à se rabattre sur le Rassemblement National. Face à cette panique du pouvoir, la jeunesse fait preuve d'une détermination exceptionnelle et n'a aucune intention de capituler.

Violence d'État, médias et légitime défense de classe

Dans les médias aux ordres, la propagande bat son plein pour diaboliser la mobilisation en axant tout le débat sur les dégradations et les affrontements. La destruction de magasins ou de bâtiments publics qui constituent des actes extrêmement minoritaires, n'est pas une stratégie politique. Il est impératif de replacer les responsabilités là où elles se trouvent. Le premier responsable de la violence et du pourrissement de la situation est le gouvernement lui-même.

Les faits montrent d'ailleurs la responsabilité directe de certains flics dans des provocations ou des pillages filmés par des témoins. Une partie de la jeunesse

GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Pour discuter et nous rejoindre, contacte-nous !

- **Insta / Fb :** Gauche Révolutionnaire
- **Mail :** contact@gaucherevolutionnaire.fr
- **Tel/SMS/Whatsapp :** 07.81.32.75.89

Plus d'infos : www.gaucherevolutionnaire.fr

SYNDICALISTES COMBATIFS

cherche désormais à résister contre les attaques violentes de la police. Il ne s'agit plus de petits groupes d'«autonomes» isolés, mais de milliers de jeunes mus par une colère légitime contre l'État capitaliste et ses violences. Quand la répression mutile et blesse grièvement des centaines de jeunes, l'envie de ne plus subir sans riposter devient inévitable.

Néanmoins, nous devons poser la question des priorités morales et politiques : qu'est-ce qui est le plus violent ? Quelques vitrines brisées ou le fait que 32 % de la population soit contrainte de supprimer un repas par jour faute de moyens ?

L'absence d'un parti de masse des travailleurs et de syndicats combatifs contribue au manque d'un cadre collectif pour que les jeunes mobilisés arrivent à structurer leur lutte. Mais la majorité des jeunes et des travailleurs comprend que seule l'action de masse organisée permettra de gagner contre Macron et sa politique capitaliste.

Le 5 novembre et après : passons à l'offensive !

Ce qui manque encore pour faire basculer le rapport de force, c'est l'entrée massive et organisée des travailleurs dans le combat. Le potentiel entrevu les 17 et 24 octobre, avec 800.000 manifestants, et encore avec un demi-million le 31 octobre, doit se concrétiser lors de la journée de grève et de mobilisation du 5 novembre. C'est cette perspective qui terrorise le gouvernement et le patronat : la crainte d'un mouvement de grève généralisée que les directions syndicales ne pourraient plus canaliser.

En tant que syndicalistes combatifs, on doit construire cette jonction entre la jeunesse et les travailleurs. Il faut généraliser la grève le 5 novembre et directement après pour créer un véritable mouvement de masse bloquant l'économie capitaliste par la grève dans tous les secteurs en lien avec les jeunes mobilisés.

Les syndicalistes combatifs de la Gauche révolutionnaire sont en faveur de la construction de trois jours de grève consécutifs juste après le 5 novembre. Une grève massive avec des manifestations énormes les 12, 13 et 14 novembre peuvent être la prochaine étape pour engager une vraie lutte de masse contre Macron et les capitalistes. Déjà pour gagner sur nos revendications vitales

- Hausse générale des salaires (+300€), pas de revenu en dessous de 1800€ net,

- Baisse et blocage des prix et loyers,

- Des moyens pour les services publics entre autres pour une éducation de qualité sans sélection, la suppression définitive de Parcoursup…

et nourrir le combat pour en finir avec toutes les politiques capitalistes sauce Macron ou Le Pen.

Trois jours de grève consécutifs permettront de multiplier les Assemblées Générales (AG) dans tous les lieux de travail, lycées et universités pour élaborer collectivement les revendications spécifiques à chaque entreprise, établissement public, lieu d'étude… comme ceux communs à tous les travailleurs et à la jeunesse, et fixer la stratégie de lutte et les modalités d'action. Cela permettra aussi de créer des liens plus solides entre les secteurs différents, du public et du privé, entre travailleurs et jeunes en lutte et de s'adresser aux travailleurs et jeunes pas encore mobilisés. Dans ce contexte, il est primordial de créer des AG interprofessionnelles de grévistes (avec des délégués qui soient élus par les AG des entreprises, lycée et facs en grève) ouvertes à toutes et tous et des coordinations au niveau local et national.

Cette structuration et organisation de la lutte peut nous aider aussi à mieux protéger nos manifestations contre la violence de ce gouvernement de combat. Lors de nos manifestations, vu le niveau de répression et dorénavant la multiplication les agressions fascistes, les travailleurs doivent se placer en première ligne face aux CRS et autres lors des manifestations, et organiser des services d'ordre puissants et disciplinés, en lien étroit avec les jeunes et leurs organisations.

À qui doit appartenir la société ?

Lorsque des centaines de milliers de travailleurs en grève rejoindront des centaines de milliers de jeunes dans la rue, de manière structurée et consciente, la question ne sera plus seulement de stopper une réforme ou de réclamer des budgets : c'est la question du pouvoir politique et économique qui se posera directement et donc celui de virer Macron et toute sa clique nuisible.

La crise actuelle remet fondamentalement en cause le système capitaliste. Ce sont les travailleurs et les jeunes qui font tourner les services publics, les transports, les hôpitaux et les entreprises. La question s'impose à l'ensemble de la classe des travailleurs : qui doit gérer la société et l'économie ? Les capitalistes pour leurs profits, ou celles et ceux qui produisent la richesse pour satisfaire les besoins sociaux de chacun·e et tous·tes ?

Les syndicalistes combatifs et tous les militant-es de la Gauche révolutionnaire luttent pour une société débarrassée de l'exploitation, de la misère et de la destruction de l'environnement : une société socialiste, gérée démocratiquement et collectivement par les travailleurs eux-mêmes, grâce à la mise en propriété publique des principaux secteurs de l'économie et l'expropriation des capitalistes. Avec un seul et unique objectif : satisfaire les besoins, garantir un véritable avenir et une vie décente à toutes et tous.

Rejoignez-nous !